

# IDÉOLOGIE DE L'ANARCHISME

L'anarchisme est un courant bien défini de pensée sociale dont les partisans préconisent l'abolition des monopoles économiques et de toutes les institutions politiques et sociales coercitives. A la place de l'ordre économique capitaliste, les anarchistes veulent une libre association de toutes les forces productives, fondée sur le travail solidaire, qui aurait pour seul but la satisfaction des besoins essentiels de chaque membre de la société. A la place des États nationaux actuels avec leur mécanisme mortifère d'institutions politiques et bureaucratiques, les anarchistes désirent une fédération de libres communautés, liées les unes aux autres par leurs intérêts économiques et sociaux communs, et qui régleront leurs affaires par accords mutuels et libres contrats.

Quiconque étudie profondément le développement économique et politique du système social actuel reconnaîtra que ces objectifs ne jaillissent pas des idées utopiques de quelques innovateurs imaginatifs, mais qu'ils sont le terme logique d'un examen complet des dysfonctionnements sociaux existants qui, à chaque nouvelle phase, se manifestent de manière plus nette et plus malsaine. Le capitalisme monopoliste moderne et l'État totalitaire sont simplement les dernières étapes d'un développement qui ne pouvait s'achever autrement.

Le développement prodigieux de notre système économique, entraînant une puissante accumulation de richesses sociales dans les mains de minorités privilégiées et une répression constante du plus grand nombre, a frayé la voie à l'actuelle réaction politique et sociale et l'a secondée en tout point. Les intérêts généraux de la société humaine sont sacrifiés aux intérêts privés d'individus, et l'établissement de véritables relations entre les hommes se trouve ainsi systématiquement miné à la base. On a oublié que l'industrie n'est pas une fin en soi, mais qu'elle ne doit être qu'un moyen d'assurer à l'homme sa subsistance matérielle et de lui rendre accessibles les bienfaits d'une culture intellectuelle supérieure. Quand l'industrie est tout, quand le travail perd son importance éthique et que l'homme n'est rien, le règne de l'impitoyable despotisme économique commence, dont les effets ne sont pas moins désastreux que ceux de n'importe quel despotisme politique. Les deux s'augmentent mutuellement, ils s'alimentent à la même source.

Dans le monde moderne, l'organisation sociale de chaque pays est divisée, à l'intérieur, en classes hostiles; à l'extérieur, le cercle culturel commun est morcelé en nations hostiles. Classes et nations s'affrontent les unes les autres en lutte ouverte et, par leur état de guerre permanent, pérennisent les convulsions de la vie sociale. Deux guerres mondiales en moins d'un demi-siècle, avec leurs terribles séquelles, et le danger constant de nouvelles guerres qui, aujourd'hui, domine tous les peuples, ne sont que les conséquences logiques de cet état de choses intolérable qui ne peut qu'entraîner d'autres catastrophes universelles. Le simple fait que la plupart des États soient aujourd'hui obligés de dépenser la majeure partie de leurs revenus annuels pour la prétendue défense nationale et la liquidation des vieilles dettes de guerre est la preuve du caractère intenable de la situation actuelle; il devrait être clair pour chacun que la protection qu'est censé lui apporter l'État s'achète sûrement trop cher.

Le pouvoir toujours croissant d'une bureaucratie politique sans âme, qui surveille et sauvegarde la vie de chaque homme du berceau à la tombe, dresse des obstacles toujours plus grands à la solidarité entre les êtres humains. Un système qui, dans chaque acte de son existence, sacrifie le bonheur de la plupart des gens du peuple, de nations entières, à l'appétit égoïste du pouvoir et aux intérêts économiques de minorités, est nécessairement un facteur de dissolution des liens sociaux et entraîne une guerre constante de tous contre chacun. Ce système n'a fait qu'ouvrir la route à la grande réaction intellectuelle et sociale qui trouve aujourd'hui son expression dans le fascisme et l'idée de l'État totalitaire, qui dépasse de loin l'obsession du pouvoir de la monarchie absolue des siècles passés, en cherchant à soumettre chaque sphère d'activité humaine au contrôle de l'État. *« Tout pour l'État, tout par l'État, rien sans l'État! »*

est devenu le leitmotiv d'une nouvelle théologie politique, qui a ses divers systèmes comme la théologie ecclésiastique. De même que, pour celle-ci, Dieu est tout et l'Homme rien, de même, pour cette croyance politique moderne, l'État est tout et le citoyen rien. Et tout comme on employait les mots la volonté de Dieu pour justifier la volonté des castes privilégiées, de même, aujourd'hui, ne se cachent derrière la volonté de l'État que les intérêts égoïstes de ceux qui se sentent autorisés à interpréter cette volonté à leur idée pour l'imposer au peuple.

L'anarchisme moderne est au confluent des deux grands courants qui, avant et depuis la Révolution française, ont trouvé une expression si caractéristique dans la vie intellectuelle de l'Europe: le socialisme et le libéralisme. Le socialisme moderne s'est développé quand de profonds observateurs de la vie sociale en sont venus à voir de plus en plus clairement que les constitutions politiques et les diverses formes de gouvernement n'allaient jamais au fond du grand problème qu'on appelle la question sociale. Ses partisans reconnurent qu'une égalisation des conditions sociales et économiques au profit de tous, malgré les plus belles déclarations de principe, est impossible tant que les gens sont séparés en classes, selon qu'ils sont possédants ou non, classes dont la simple existence exclut d'avance toute pensée d'authentique communauté. Ainsi s'est développée la conviction que seule l'élimination des monopoles économiques, remplacés par la propriété commune des moyens de production, rend possible un état de justice sociale, état dans lequel la société deviendra une véritable communauté et où le travail humain ne servira plus à des fins d'exploitation, mais assurera le bien-être de tous. Mais dès que le socialisme se mit à rassembler ses forces pour devenir un mouvement, des différences d'opinion dues à l'influence du milieu social des différents pays s'exprimèrent. C'est un fait que tous les concepts politiques, de la théocratie au césarisme et à la dictature, ont affecté les formations du mouvement socialiste.

Entre-temps, le libéralisme, qui avait puissamment stimulé les esprits avancés des pays anglo-saxons, de la Hollande et de l'Espagne en particulier, et la démocratie, dans le sens où l'entendait Rousseau dans son *Contrat social*, et qui trouva ses représentants les plus influents chez les chefs du jacobinisme français, eurent une importance décisive pour le développement des idées socialistes. Tandis que le libéralisme, dans ses théories sociales, partait de l'individu et souhaitait limiter les activités de l'État à un minimum, la démocratie prit appui sur un concept politique: la volonté générale de Rousseau, qu'elle chercha à fixer dans l'État national. Le libéralisme et la démocratie étaient des concepts avant tout politiques et, comme la plupart de leurs premiers adeptes ne prenaient guère en compte les conditions économiques de la société, il ne fut pas possible, en pratique, de concilier le développement ultérieur de ces conditions avec les principes originels de la démocratie, et encore moins avec ceux du libéralisme. La démocratie, avec sa devise d'égalité de tous les citoyens devant la loi, et le libéralisme, avec son droit de l'homme sur sa propre personne, s'échouèrent tous deux sur les réalités de l'économie capitaliste. Tant que des millions d'êtres humains doivent vendre leur force de travail à une petite minorité de propriétaires et sombrer dans la misère la plus abjecte s'ils ne trouvent pas d'acheteurs, la prétendue égalité devant la loi ne demeure qu'un pieux mensonge, puisque les lois sont faites par ceux qui se trouvent en possession de la richesse sociale. Mais on ne peut pas non plus parler d'un droit sur sa propre personne, car ce droit n'a plus cours quand on est contraint de se soumettre aux diktats économiques d'autrui si on ne veut pas mourir de faim.

En commun avec le libéralisme, l'anarchisme propose l'idée de bonheur et la prospérité de l'individu comme norme de toutes les affaires sociales. Et, en commun avec les grands représentants de la pensée libérale, il a aussi l'idée de limiter les fonctions de l'État à un minimum. Ses partisans ont suivi cette pensée jusqu'à ses ultimes conséquences et souhaitent éliminer de la vie de la société toute institution de pouvoir politique. Quand Jefferson exprime le concept de base du libéralisme par les mots: «*Ce gouvernement est meilleur qui gouverne moins*», les anarchistes disent alors avec Thoreau: «*Ce gouvernement est meilleur qui ne gouverne pas du tout*».

En commun avec les fondateurs du socialisme, les anarchistes demandent l'abolition du monopole économique sous toutes ses formes et revendiquent la propriété commune du sol et de tous les autres moyens de production, dont l'usage doit être accessible à tous sans distinction; car la liberté personnelle et sociale n'est concevable que sur la base de conditions économiques égales pour tous. A l'intérieur du mouvement socialiste lui-même, les anarchistes affirment que la lutte contre le capitalisme doit être en même temps une lutte contre toutes les institutions coercitives du pouvoir politique car, en histoire, l'exploitation économique est toujours allée de pair avec l'oppression politique et sociale. L'exploitation

de l'homme par l'homme et la domination de l'homme sur l'homme sont inséparables, et l'une est la condition de l'autre.

Tant que des groupes hostiles de possédants et de non-possédants s'affronteront les uns les autres à l'intérieur de la même société, l'État sera indispensable à la minorité possédante pour la protection de ses privilèges. Quand cet état d'injustice sociale disparaîtra pour faire place à un ordre des choses supérieur qui ne reconnaîtra pas de droits spéciaux et aura comme principe de base la communauté des intérêts sociaux, le gouvernement sur les hommes devra céder le terrain à l'administration des affaires économiques et sociales ou, pour parler comme Saint-Simon: «*Le temps viendra où l'art de gouverner les hommes disparaîtra. Un art nouveau prendra sa place, l'art d'administrer les choses*». A cet égard, l'anarchisme doit être considéré comme une sorte de socialisme volontaire.

Cela fait justice aussi de la théorie soutenue par Marx et ses partisans selon laquelle l'État, sous la forme d'une dictature prolétarienne, est une étape transitoire mais nécessaire vers une société sans classes, où il se dissoudra et s'effacera du tableau après élimination de tous les conflits de classes, et donc des classes elles-mêmes. Car ce concept, qui méconnaît complètement la nature réelle de l'État et l'importance en histoire du facteur politique, n'est que le terme logique de ce qu'on appelle le matérialisme historique, qui voit dans tous les phénomènes de l'histoire simplement les effets inévitables des modes de production de l'époque. Sous l'influence de cette théorie, on en est venu à considérer les différentes formes de l'État et toutes les autres institutions sociales comme une «*superstructure juridique et politique de l'édifice économique*» de la société, et on a pensé avoir trouvé en elle la clé de chaque processus historique. En réalité, toutes les périodes historiques offrent des milliers d'exemples de la manière dont le développement économique de divers pays fut retardé pendant des siècles par l'État et sa politique gouvernementale.

Avant l'ascension de la monarchie de droit divin, l'Espagne était industriellement le pays le plus avancé d'Europe et tenait la première place pour la production économique dans presque tous les domaines. Mais un siècle après le triomphe de la monarchie chrétienne la plupart de ses industries avaient disparu; ce qui en restait survivait seulement dans les conditions les plus misérables. Dans la plupart des industries, on était retourné aux méthodes de production les plus primitives. L'agriculture s'effondra, les canaux et les voies d'eau tombèrent à l'abandon, et de vastes étendues du pays furent transformées en déserts. L'absolutisme princier en Europe, avec ses «*ordonnances économiques*» et sa «*législation industrielle*» ineptes, qui punissaient sévèrement toute innovation dans les méthodes de production et condamnaient toute nouvelle invention, bloqua le progrès industriel des pays européens pour des siècles et empêcha son développement naturel. Et même maintenant, après les expériences horribles de deux guerres mondiales, la politique gouvernementale des grands États nationaux s'avère le plus grand obstacle à la reconstruction de l'économie européenne.

En Russie cependant, où ce qu'on appelle la dictature du prolétariat est devenu réalité, le maintien d'un seul parti au pouvoir a empêché toute réorganisation vraiment socialiste de la vie économique et imposé au pays l'esclavage d'un capitalisme d'État écrasant. La dictature prolétarienne, que les âmes naïves croient être une étape transitoire, mais inévitable, vers le socialisme réel, s'est transformée aujourd'hui en un despotisme effroyable et en un nouvel impérialisme, qui n'a rien à envier à la tyrannie des États fascistes. L'affirmation que l'État doit continuer d'exister jusqu'à ce que la société ne soit plus divisée en classes hostiles ressemble presque, à la lumière de l'expérience historique, à une mauvaise plaisanterie.

Chaque type de pouvoir politique présuppose une forme particulière d'esclavage humain, car c'est pour son maintien qu'il vient à l'existence. Tout comme, à l'extérieur, c'est-à-dire en relation avec d'autres États, l'État doit susciter certains antagonismes artificiels afin de justifier son existence, de même, à l'intérieur, la division de la société en castes, rangs et classes est une condition essentielle de sa perpétuation. Le développement de la bureaucratie bolchevique en URSS sous la prétendue dictature du prolétariat - qui n'a jamais été rien d'autre que la dictature d'une petite clique sur le prolétariat et le peuple russe en son entier - n'est qu'un nouvel exemple d'une vieille expérience historique qui s'est répétée un nombre incalculable de fois. Cette nouvelle classe dirigeante qui, aujourd'hui, se transforme rapidement en une nouvelle aristocratie est séparée des grandes masses paysannes et des ouvriers russes tout aussi clairement que les castes et les classes privilégiées des autres pays le sont de la

masse du peuple. Et cette situation devient encore plus insupportable quand un État despotique dénie aux classes inférieures le droit de se plaindre des conditions existantes, de sorte qu'elles ne protestent qu'au péril de leurs vies.

Même une plus grande égalité économique que celle qui existe en URSS ne serait cependant pas une garantie contre l'oppression politique et sociale. L'égalité économique seule n'est pas la révolution sociale. C'est précisément ce que toutes les écoles du socialisme autoritaire n'ont jamais compris. En prison, au cloître ou à la caserne, on trouve un assez haut degré d'égalité économique, puisque tous les occupants disposent de la même habitation, de la même nourriture, du même uniforme et partagent les mêmes tâches. L'ancien État inca du Pérou et l'État jésuite du Paraguay avaient fixé l'égalité économique de chaque habitant selon un système précis; malgré cela, le despotisme le plus vil y régnait, et l'être humain était simplement l'automate d'une volonté supérieure sur les décisions de laquelle il n'exerçait pas la moindre influence. Ce n'est pas sans raison que Proudhon voyait dans un «socialisme» sans liberté la pire forme d'esclavage. Le désir de justice sociale ne peut proprement se développer et se réaliser qu'à partir du sens humain de la liberté et de la responsabilité, il se fonde sur lui. En d'autres termes, le socialisme sera libre ou ne sera pas. C'est pour l'avoir reconnu que l'anarchisme trouve son authentique et profonde justification.

Dans la vie de la société, les institutions jouent le même rôle que les organes physiques chez les plantes et les animaux: ce sont les organes du corps social. Les organes ne se développent pas arbitrairement, mais tirent leur origine de nécessités précises du milieu physique et social. Un changement de condition de vie produit un changement d'organes. Mais un organe accomplit toujours la fonction que son évolution lui a assignée, ou une fonction similaire. Et il disparaît graduellement ou devient rudimentaire dès que sa fonction n'est plus nécessaire à l'organisme.

Il en est de même des institutions sociales. Elles non plus ne surgissent pas arbitrairement, mais viennent à l'existence sous l'effet de besoins sociaux spéciaux pour des buts précis. C'est de cette manière que s'est développé l'État moderne, après que les privilèges économiques, et les divisions en classes qui leur sont associées, eurent commencé à se faire de plus en plus visibles dans le cadre du vieil ordre social. Les nouvelles classes possédantes avaient besoin d'un instrument politique de pouvoir pour maintenir leurs privilèges économiques et sociaux sur les masses de leur propre peuple et les imposer de l'extérieur à d'autres groupes d'êtres humains. Ainsi ont surgi les conditions sociales qu'il fallait à l'évolution de l'État moderne comme organe de pouvoir politique assujettissant et opprimant par la force les classes non possédantes. Cette tâche est la raison essentielle de son existence. Ses formes extérieures ont changé au cours de son développement historique, mais ses fonctions sont toujours restées les mêmes. Elles se sont même constamment élargies dans la mesure exacte où ses défenseurs ont réussi à créer de nouveaux champs d'activité sociale soumis à leurs fins. Et de même qu'on ne peut changer arbitrairement les fonctions d'un organe physique - on ne peut par exemple entendre avec les yeux ou voir avec les oreilles à volonté -, de même, on ne peut non plus transformer à son gré un organe d'oppression sociale en un instrument pour la libération des opprimés.

L'anarchisme n'est pas la solution brevetée de tous les problèmes humains, ce n'est pas le pays d'Utopie d'un ordre social parfait (comme on l'a si souvent appelé), puisque, par principe, il rejette tout schéma et tout concept absolu. Il ne croit pas à une vérité absolue ou à des buts finaux précis du développement humain, mais à une perfectibilité illimitée des formes sociales et des conditions de vie de l'homme, qui s'efforcent toujours à de plus hautes formes d'expression. On ne peut pour cette raison leur assigner de terme précis ni leur fixer de but arrêté. Le plus grand mal de toute forme de pouvoir est justement de toujours essayer d'imposer à la riche diversité de la vie sociale des formes précises et de l'ajuster à des règles particulières. Plus forts se sentent ses défenseurs, plus complètement réussissent-ils à mettre chaque domaine de la vie sociale à leur service, plus paralysante est leur influence sur le jeu de toutes les forces culturelles créatrices, plus malsain leur impact sur le développement intellectuel et social de l'époque. L'État totalitaire, de sinistre augure pour notre temps, montre avec une clarté effrayante à quelle monstruosité peut aboutir le Léviathan de Hobbes. C'est le triomphe parfait de la machine politique sur le corps et sur l'esprit, la rationalisation de la pensée humaine, du sentiment et de la conduite selon des règles établies par les bureaucrates et, par conséquent, la fin de toute vraie culture.

L'anarchisme reconnaît seulement l'importance relative des idées, des institutions et des conditions

sociales. Ce n'est donc pas un système figé et fermé sur lui-même, mais plutôt une tendance particulière du développement historique de l'humanité qui, en contraste avec la tutelle intellectuelle de toutes les institutions cléricales et gouvernementales, s'efforce de déployer librement et sans entraves toutes les forces individuelles et sociales de la vie. Même la liberté n'est qu'un concept relatif et non pas absolu, car elle tend constamment à élargir son champ et à toucher des cercles plus larges de multiples manières. Pour l'anarchiste, la liberté n'est pas une abstraction philosophique, mais la possibilité vitale, concrète, pour chaque être humain, de développer pleinement toutes les facultés et tous les talents dont la nature l'a pourvu pour les employer socialement. Moins ce développement naturel de l'homme est entravé par une tutelle ecclésiastique ou politique, plus la personnalité humaine deviendra capable et harmonieuse, plus elle deviendra la mesure de la culture intellectuelle de la société dans laquelle elle a grandi. C'est la raison pour laquelle toutes les grandes périodes culturelles de l'histoire ont été des périodes de faiblesse politique, car les systèmes politiques dépendent toujours du développement mécanique, et non pas organique, des forces sociales. État et culture sont des contraires irréconciliables. Nietzsche, qui n'était pas anarchiste, l'a reconnu très clairement quand il écrivait : *«Finalement, nul ne peut prodiguer plus qu'il ne possède - cela vaut pour les individus, mais également pour les peuples. Si l'on dépense pour la puissance, la grande politique, l'économie, les échanges mondiaux, le parlementarisme, les intérêts militaires, si l'on dépense de ce côté-là tout ce que l'on a, ce que l'on est d'intelligence, de sérieux, de volonté, d'empire sur soi, tout cela fera défaut de l'autre côté. La culture et l'État - que l'on ne s'y trompe pas - sont antagonistes: l'idée d'un État créateur de culture est exclusivement moderne. L'un vit aux dépens de l'autre, l'un prospère aux dépens de l'autre. Toutes les grandes époques de la culture sont des époques de décadence politique. Tout ce qui est grand dans le sens de la culture a toujours été non politique, et même antipolitique»*.

Quand l'influence du pouvoir politique sur les forces créatrices de la société est réduite à un minimum, la culture n'en fleurit que mieux, car la domination politique vise toujours à l'uniformité et tend à soumettre chaque aspect de la vie sociale à sa tutelle. Et, par-là, elle se trouve en contradiction inéluctable avec les aspirations créatrices du développement culturel, qui est toujours en quête de formes et de domaines nouveaux d'activité sociale, et pour qui la liberté d'expression, la diversité et les continuelles métamorphoses sont tout aussi vitales et nécessaires que le sont les formes rigides, les règles mortes et la suppression par la force des idées à la conservation du pouvoir politique. Toute œuvre réussie attise un désir de perfection plus grande et d'inspiration plus profonde; toute forme nouvelle est annonciatrice de possibilités nouvelles de développement. Mais le pouvoir essaie toujours de garder les choses en l'état, solidement fixées à des stéréotypes. Telle a été la raison de toutes les révolutions dans l'histoire. Le pouvoir ne fonctionne qu'en détruisant, toujours enclin à imposer à chaque manifestation de la vie sociale la camisole de ses règles. Son expression intellectuelle, c'est le dogme mort; sa forme physique, la force brute. Et l'inintelligence de ses objectifs imprime aussi sa marque sur ses représentants et les rend souvent stupides et brutaux, même s'ils étaient à l'origine doués des meilleurs talents. Celui qui s'efforce constamment d'imposer à toutes choses un ordre mécanique devient lui-même à la fin une machine et perd tout sentiment humain.

C'est de la compréhension de cela qu'est né l'anarchisme moderne, et c'est de là qu'il tire sa force morale. Seule la liberté peut inspirer aux hommes de grandes choses et provoquer des transformations intellectuelles et sociales. L'art de diriger n'a jamais été l'art d'éduquer et d'inspirer de nouvelles façons de régler sa vie. La sinistre contrainte ne peut commander qu'à des manœuvres de dressage porteuses de mort, qui étouffent toute initiative vitale à sa naissance et n'engendrent que des sujets, et non pas des hommes libres. La liberté est l'essence même de la vie, la force motrice de tout développement intellectuel et social, elle seule crée tout horizon nouveau pour l'avenir de l'humanité. La libération de l'homme de l'exploitation économique et de l'oppression intellectuelle, sociale et politique, qui trouve sa plus haute expression dans la philosophie de l'anarchisme, est la condition préalable à l'évolution d'une culture sociale supérieure et d'une nouvelle humanité.

## **HISTOIRE DE LA PHILOSOPHIE ANARCHISTE DE LAO-TSEU À KROPOTKINE**

On trouve les idées anarchistes dans presque toutes les périodes de l'histoire connue. On les rencontre chez le sage chinois Lao-Tseu (la Voie et sa Vertu) et chez les derniers philosophes grecs, les hédonistes, cyniques et autres avocats de ce qu'on a appelé le droit naturel, et en particulier chez Zénon, fondateur

de l'école stoïcienne et adversaire de Platon. Elles s'exprimèrent dans les enseignements du gnostique Carpocrate à Alexandrie et eurent une influence indiscutable sur certaines sectes chrétiennes du Moyen Age en France, en Allemagne, en Italie, en Hollande et en Angleterre, dont la plupart tombèrent victimes des plus sauvages persécutions. Dans l'histoire de la Réforme en Bohême, elles trouvèrent un puissant champion en Petr Chelcicky qui, dans son ouvrage *Le Filet de la foi*, prononça le même jugement sur l'Église et l'État que Tolstoï des siècles plus tard. Parmi les grands humanistes, il y eut Rabelais qui, dans sa description de l'heureuse abbaye de Thélème (Gargantua), présenta le tableau d'une vie libérée de toute contrainte autoritaire. Des autres pionniers de la pensée libertaire, nous ne mentionnerons ici que La Boétie, Sylvain Maréchal et surtout Diderot. Dans ses écrits volumineux, on trouve en faisceau serré les propos d'un esprit vraiment grand qui s'était débarrassé de tout préjugé autoritaire.

C'est à l'histoire plus récente qu'il fut cependant réservé de donner une forme claire à la conception anarchiste de la vie et de la rattacher au processus immédiat de l'évolution sociale. Cela fut fait pour la première fois par William Godwin (1756-1836) dans son ouvrage de splendide facture: *Enquête sur la justice politique* (Londres, 1793). On peut dire de l'ouvrage de Godwin qu'il fut le fruit mûr de cette longue évolution des concepts du radicalisme politique et social en Angleterre qui, de George Buchanan en passant par Richard Hooker, Gerrard Winstanley, Algernon Sidney, John Locke, Robert Wallace et John Bellers, aboutit à Jeremy Bentham, Joseph Priestley, Richard Price et Thomas Paine.

Godwin reconnut très clairement que la cause des maux sociaux doit être recherchée non pas dans la forme de l'État, mais dans son existence même. Mais il reconnut aussi que les êtres humains ne peuvent vivre ensemble naturellement que dans des conditions économiques appropriées, lorsque l'individu n'est plus soumis à l'exploitation d'autrui, considération qui ne venait presque jamais à l'esprit de la plupart des représentants du simple radicalisme politique. Aussi furent-ils forcés plus tard de faire constamment de plus en plus grandes concessions à l'État qu'ils avaient souhaité réduire à un minimum. L'idée de Godwin d'une société sans État supposait la propriété sociale de la terre et des instruments de travail et la prise en charge de la vie économique par de libres coopératives de producteurs. L'ouvrage de Godwin exerça une forte influence sur les cercles avancés des travailleurs anglais et les sections les plus éclairées de l'intelligentsia libérale. Le plus important, de loin, ce fut sa contribution au jeune mouvement socialiste en Angleterre, qui trouva dans ses interprètes les plus mûrs Robert Owen, John Gray et William Thompson, ce caractère indiscutablement libertaire qu'il eut pendant longtemps, et qu'il ne prit jamais en Allemagne et dans beaucoup d'autres pays.

Il faut également mentionner ici comme un des pionniers des idées libertaires le socialiste français Charles Fourier (1772-1837) avec sa théorie du travail attrayant.

Mais une influence bien plus grande sur le développement de la théorie anarchiste fut celle de Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), un des écrivains les plus doués et certainement le plus divers du socialisme moderne. Proudhon était complètement enraciné dans la vie intellectuelle et sociale de son époque, et elle influença son attitude sur toutes les questions qu'il traita. Il ne faut donc pas le juger, comme l'ont même fait beaucoup de ses futurs disciples, sur ses propositions pratiques particulières, qui naquirent des besoins de l'heure. Des nombreux penseurs socialistes de son temps, il fut le seul à comprendre si profondément les causes du déséquilibre social et à posséder, en outre, une vision d'une telle envergure. Ce fut l'adversaire déclaré de tout système social artificiel. Il voyait dans l'évolution sociale le désir éternel de formes neuves et plus hautes de vie intellectuelle et sociale; il était convaincu que cette évolution ne pouvait s'enfermer dans des formules précises.

Proudhon s'opposa à l'influence de la tradition jacobine, qui dominait la pensée des démocrates français et de la plupart des socialistes de cette époque, avec la même détermination qu'à l'ingérence de l'État central et du monopole économique dans la marche naturelle du progrès social. Pour lui, débarrasser la société de ces deux excroissances cancéreuses était la grande tâche de la révolution du XIXème siècle. Proudhon n'était pas communiste. Il condamnait la propriété en tant que simple privilège de l'exploitation, mais il reconnut la possession par tous des instruments de travail, réalisée par des groupes industriels liés les uns aux autres par de libres contrats, tant qu'on ne la faisait pas concourir à l'exploitation d'autrui et que le produit intégral du travail individuel était assuré à chaque membre de la société. Cette association fondée sur la réciprocité (la mutualité) garantit la jouissance de droits égaux pour chacun en échange de services sociaux. La moyenne du temps de travail nécessaire à l'achèvement

d'un produit devient la mesure de sa valeur et la base de l'échange mutuel par des bons de travail. De cette manière, le capital est privé de son pouvoir usuraire et complètement lié à l'exécution du travail. Accessible à tous, il cesse d'être un instrument d'exploitation. Une telle forme d'économie rend superflu tout appareil politique coercitif. La société devient une ligue de libres communautés qui règlent leurs affaires selon leurs besoins, toutes seules ou en association avec d'autres, et dans laquelle la liberté de l'homme est l'égalité de liberté d'autrui, non pas sa limitation, mais sa garantie et sa confirmation. *«Plus libre, indépendant et entreprenant est l'individu, mieux se porte la société».*

Cette organisation du fédéralisme, dans laquelle Proudhon voyait le futur immédiat de l'humanité, ne fixe pas de limites précises aux possibilités futures de développement et offre le plus large champ à toute activité individuelle et sociale. Partant du point de vue de la fédération, Proudhon combattit de même l'aspiration à l'unité politique et nationale du nationalisme naissant, qui trouva de si vigoureux avocats en Mazzini, Garibaldi, Lelewel et d'autres. A cet égard, il reconnut plus clairement que la plupart de ses contemporains la nature réelle de l'État. Proudhon exerça une forte influence sur le développement du socialisme, qui se fit particulièrement sentir dans les pays latins.

Des idées similaires aux conceptions économiques et politiques de Proudhon furent propagées en Amérique par les partisans de ce qu'on appelle l'anarchisme individualiste, qui trouva des interprètes de valeur dans des hommes tels que Josiah Warren, Stephen Pearl Andrews, William B. Greene, Lysander Spooner, Benjamin R. Tucker, Ezra Heywood, Francis D. Tandy et beaucoup d'autres, bien qu'aucun d'eux n'approchât l'envergure de Proudhon. Fait caractéristique de cette école de pensée libertaire, la plupart de ses représentants tirèrent leurs idées politiques non pas de Proudhon, mais des traditions du libéralisme américain, de sorte que Tucker pouvait affirmer que *«les anarchistes sont simplement des démocrates jeffersoniens conséquents».*

On trouve une expression unique des idées libertaires dans le livre de Max Stirner (Johann Caspar Schmidt, 1806-1856) *Der Einzige und sein Eigentum* (L'Unique et sa propriété), qui, il est vrai, tomba vite dans l'oubli et n'eut pas d'influence sur le développement du mouvement anarchiste en tant que tel. Le livre de Stirner est avant tout un ouvrage philosophique traquant la dépendance de l'homme envers de prétendues puissances supérieures dans tous ses tours et détours et ne craignant pas de tirer les conclusions des connaissances acquises durant l'examen.

C'est le livre d'un insurgé conscient et réfléchi, sans la moindre révérence envers une quelconque autorité, si haut placée soit-elle, et qui attire donc puissamment la pensée indépendante.

L'anarchisme trouva un champion à l'énergie révolutionnaire vigoureuse en Michel Bakounine (1814-1876), qui fonda ses idées sur les enseignements de Proudhon, mais les étendit sur le terrain économique quand, avec l'aile fédéraliste de la Première Internationale, il préconisa la possession collective de la terre et de tous les autres moyens de production et voulut restreindre le droit de propriété privée au seul produit du travail individuel. Bakounine aussi était un adversaire du communisme qui, à cette époque, avait un caractère entièrement autoritaire, comme celui qu'il a repris aujourd'hui dans le bolchevisme. *«Je ne suis point communiste parce que le communisme concentre et fait absorber toutes les puissances de la société dans l'État, parce qu'il aboutit nécessairement à la centralisation de la propriété entre les mains de l'État, tandis que moi je veux l'abolition de l'État, l'extirpation radicale de ce principe de l'autorité et de la tutelle de l'État, qui, sous le prétexte de moraliser et de civiliser les hommes, les a jusqu'à ce jour asservis, opprimés, exploités et dépravés».*

Bakounine était un révolutionnaire convaincu et ne croyait pas en un règlement à l'amiable des conflits à l'intérieur de la société. Il pensait que les classes dirigeantes s'opposent aveuglément et obstinément à toute possibilité de grandes réformes sociales et, par conséquent, ne voyait le salut que dans une révolution sociale internationale, qui abolirait toutes les institutions de pouvoir politique et d'exploitation économique et leur substituerait une fédération de libres associations de producteurs et de consommateurs pour pourvoir aux besoins de la vie quotidienne. Puisque, comme tant de ses contemporains, il croyait en la proche venue de la révolution, il dirigea toute sa vaste énergie vers l'union de tous les éléments authentiquement révolutionnaires et libertaires à l'intérieur et en dehors de l'Internationale pour sauvegarder la révolution montante contre toute dictature ou toute marche arrière vers le vieil état de choses. C'est ainsi qu'il devint, en un sens très spécial, le créateur du mouvement anarchiste moderne.

L'anarchisme trouva un interprète de valeur en Pierre Kropotkine (1842-1921), qui se servit des acquis des sciences naturelles modernes pour développer les concepts sociologiques de l'anarchisme. Dans son livre profond *l'Entraide, un facteur de l'évolution*, il entra en lice contre ce qu'on appelait le darwinisme social, dont les adeptes essayaient de prouver le caractère inévitable des conditions sociales existantes à partir de la théorie darwinienne de la lutte pour l'existence, qui soutenait que la lutte des forts contre les faibles est une loi d'airain de la nature, à laquelle l'homme aussi est soumis. En réalité, cette conception était fortement influencée par la doctrine malthusienne selon laquelle la table de la vie n'est pas mise pour tous, la population en excédent n'ayant qu'à se réconcilier avec cette vérité. Kropotkine montra que cette conception de la nature comme un champ de guerre sans merci n'est qu'une caricature de la vie réelle et, qu'avec la lutte brutale pour l'existence en un combat bec et ongles, il existe aussi dans la nature une autre tendance qui s'exprime dans l'union sociale des espèces les plus faibles et dans le maintien des races par l'évolution des instincts sociaux et l'entraide. En ce sens, l'homme n'est pas le créateur de la société, mais la société la créatrice de l'homme, car il a hérité des espèces qui l'ont précédé l'instinct social qui, seul, lui a permis de se maintenir dans son environnement premier contre la supériorité physique d'autres espèces et de s'assurer un niveau de développement insoupçonné. Cette seconde interprétation de la lutte pour l'existence l'emporte de loin sur la première, comme le montre la constante régression des espèces sans vie sociale et qui ne dépendent que de leur force physique. Ce point de vue, qui rencontre aujourd'hui un assentiment de plus en plus large dans les sciences naturelles et la recherche sociale, a ouvert des horizons entièrement nouveaux aux perspectives concernant l'évolution humaine.

Selon Kropotkine, c'est un fait établi que, même sous le pire despotisme, la plupart des rapports personnels de l'homme avec ses semblables sont réglés par des habitudes sociales, de libres accords et une coopération mutuelle sans lesquels il n'y aurait pas de vie sociale du tout. Si ce n'était pas le cas, même le mécanisme d'État le plus violemment coercitif ne serait pas capable de maintenir l'ordre social un seul instant. Cependant, ces formes naturelles de comportement, qui proviennent de la nature la plus intime de l'homme, sont aujourd'hui constamment contrariées et paralysées par les effets de l'exploitation économique et de la tutelle gouvernementale, qui représentent dans la société humaine la forme brutale de la lutte pour l'existence, qui doit être vaincue par l'entraide et la libre coopération. La conscience de la responsabilité personnelle et la capacité de sympathie envers autrui, qui constituent toute l'éthique sociale et toutes les idées de justice sociale, se développent au mieux dans la liberté.

Comme Bakounine, Kropotkine aussi était révolutionnaire. Mais, avec Elisée Reclus et d'autres, il ne voyait dans la révolution qu'une phase particulière du processus évolutif, qui apparaît quand de nouvelles aspirations sociales sont entravées par l'autorité dans leur développement naturel et qu'elles doivent alors briser la vieille coquille par la violence, avant de se déployer comme de nouvelles données de la vie humaine.

En contraste avec le mutuellisme de Proudhon et le collectivisme de Bakounine, Kropotkine préconisait la possession commune non seulement des moyens de production, mais aussi des produits du travail. Il était d'avis que, dans l'état actuel de la technologie, aucune mesure exacte de la valeur du travail individuel n'est possible, mais que, d'un autre côté, par une organisation rationnelle de nos méthodes modernes de travail, il sera possible d'assurer une relative abondance à chaque être humain. L'anarchisme communiste, prôné déjà par Joseph Déjacque, Elisée Reclus, Carlo Cafiero et d'autres, et qui est aujourd'hui reconnu par la grande majorité des anarchistes, trouva en lui son plus brillant interprète.

Il faut également faire mention ici de Léon Tolstoï (1828-1910) qui, à partir du christianisme primitif et sur la base des principes éthiques formulés dans les Évangiles, parvint à l'idée d'une société sans dirigeants.

Les anarchistes partagent tous le désir de libérer la société de toutes les institutions politiques et sociales coercitives, qui entravent le développement d'une humanité libre. En ce sens, le mutuellisme, le collectivisme et le communisme ne doivent pas être considérés comme des systèmes économiques clos, ne permettant aucun développement ultérieur, mais simplement comme des hypothèses économiques sur les moyens de sauvegarder une communauté libre. Il y aura même probablement dans chaque forme de société libre de l'avenir différentes formes de coopération économique existant côte à côte, puisque tout progrès social doit être associé à la libre expérimentation et à la mise à



l'épreuve pratique de nouvelles méthodes qui, dans une société libre de libres communautés, trouveront toute occasion de s'appliquer.

Il en va de même des diverses méthodes de l'anarchisme. Le travail de ses partisans est avant tout un travail d'éducation pour préparer le peuple, intellectuellement et psychologiquement, aux tâches de sa libération sociale. Toute tentative pour limiter l'influence du monopole économique et le pouvoir de l'État est un pas vers la réalisation de ce but. Tout développement d'organisation volontaire, dans les divers champs d'activité sociale, en direction de la liberté personnelle et de la justice sociale, approfondit la conscience du peuple et renforce sa responsabilité sociale, sans laquelle ne peut s'accomplir aucun changement dans la vie sociale. La plupart des anarchistes de notre époque sont convaincus qu'une telle transformation de la société prendra des années de travail constructif et ne s'effectuera pas sans les convulsions révolutionnaires qui, jusqu'à présent, ont toujours accompagné tout progrès de la vie sociale. Le caractère de ces convulsions, bien sûr, dépend entièrement de la force de résistance que les classes dirigeantes seront capables d'opposer à la réalisation des nouvelles idées. Plus larges seront les cercles qui s'inspirent de l'idée d'une réorganisation de la société dans un esprit de liberté et de socialisme, plus facile sera le travail d'enfantement des nouveaux changements sociaux de l'avenir. Car les révolutions ne peuvent que développer et mûrir les idées qui existent déjà et font leur chemin dans la conscience des gens; mais elles ne peuvent créer elles-mêmes de nouvelles idées ou engendrer des mondes nouveaux à partir de rien.

Avant l'apparition d'États totalitaires en Russie, en Italie, en Allemagne et, plus tard, au Portugal et en Espagne, et l'irruption de la Seconde Guerre mondiale, des organisations et mouvements anarchistes existaient dans presque tous les pays. Mais, comme tous les autres mouvements socialistes de cette période, ils devinrent les victimes de la tyrannie fasciste et des invasions des armées allemandes et ne purent mener qu'une existence clandestine. Depuis la fin de la guerre, on note une résurrection des mouvements anarchistes dans tous les pays de l'Europe de l'Ouest. Les fédérations des anarchistes français et italiens ont déjà tenu leurs premiers congrès, de même que les anarchistes espagnols, dont plusieurs milliers vivent encore en exil, la plupart en France, en Belgique et en Afrique du Nord. Des journaux et des magazines anarchistes sont édités de nouveau dans de nombreux pays européens ainsi qu'en Amérique du Nord et du Sud.

**Rudolf ROCKER.**

-----